

Georges Mutin, Yann Calbérac
18 janvier 2006

Le Café de la Cloche, 18 janvier 2006

A quoi sert la manne pétrolière au Moyen Orient et en Afrique du Nord ?

Sujet d'une actualité brûlante en ces temps de psychose pétrolière : à quoi sert la manne pétrolière au Moyen Orient et en Afrique du Nord ?

Pour évoquer l'origine et l'utilisation de la manne pétrolière, les Cafés géographiques lyonnais accueillent ce soir Georges Mutin dont Marie-Christine Doceul brosse en guise d'introduction le portrait. Géographe, Professeur à l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon, auteur en 1974 d'une thèse sur l'Algérie (*La Mitidja : décolonisation et espace géographique*), il est spécialiste de l'Afrique du Nord et du Proche Orient ; il a dirigé le volume de la *Géographie universelle* consacré à cette région. Ses travaux portent également sur la géopolitique et sur l'eau (*De l'eau pour tous*, Documentation photographiques, 2000).

Georges Mutin prend la parole, délimite son terrain d'étude (l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, c'est-à-dire les aires arabique et iranienne) et pose la question qui va être débattue : à quoi sert la manne pétrolière ? Une telle question appelle nécessairement un jugement critique et mesuré, qui doit être alimenté par une réflexion sur l'histoire des dernières décennies ; en effet, la manne pétrolière apparaît dès les années 1970 avec le renversement du prix du pétrole.

La place des hydrocarbures dans la région

Qu'appelle-t-on *hydrocarbures* ? Il s'agit de composés fossiles du carbone, c'est-à-dire le pétrole ou le gaz naturel. Trois principaux gisements sont concernés dans cette région : le Sahara, la péninsule Arabique et l'Iran. Au cours du temps, cette région de production présente trois invariants :

- La région constitue 1/3 de la production mondiale de pétrole.
- Le volume de pétrole commercialisé représente la moitié de la consommation mondiale (la région est une faible consommatrice).
- La région représente près des 2/3 des réserves mondiales d'hydrocarbures.

Depuis les années 1970, une évolution se dessine : le gaz naturel progresse. Avant, c'était le seul apanage de l'Algérie ; aujourd'hui, de nouveaux Etats producteurs apparaissent, comme le Qatar, les Emirats arabes unis ou l'Iran. L'Algérie et l'Iran représentent 14% de la production mondiale ; le Qatar et l'Iran détiennent 46% des réserves mondiales.

Qu'est-ce que la manne pétrolière ?

La *manne pétrolière* est un concept flou qu'il est nécessaire d'éclaircir. On désigne ainsi les revenus tirés des hydrocarbures. Le terme de *manne* apparaît dès les années 1970 au moment

où les Etats producteurs sont pauvres et envisagent l'or noir comme une source de salut et de prospérité.

Deux facteurs sont à mettre en avant pour expliquer le regain d'intérêt dans les années 1970 pour les revenus tirés du pétrole. D'une part, c'est la période où les prix du pétrole augmentent largement : le prix du baril (159 litres) s'élevait avant 1970 à 1.70 \$ seulement ; il atteint 80 \$ en 1980 ! D'autre part, à cette période les Etats producteurs contrôlent désormais directement leur production. La fin des concessions, les nationalisations des puits (comme en Algérie, puis en Libye et en Irak) et les prises de participation dans les sociétés pétrolières étrangères (comme Arabco en Arabie Saoudite qui y participe à hauteur de 100% !) devenues prestataires de service entraînent un regain d'intérêt des dirigeants pour les revenus tirés du pétrole.

S'il existe, il n'en faut pas moins nuancer ce pactole : les revenus pétroliers sont fluctuants à l'échelle du monde et les pays de l'Afrique du Nord et du Proche-Orient sont aussi soumis à de fortes variations des cours. Ces fortes oscillations sont à prendre en considération car elles sont un handicap en matière de développement : pour assurer la réussite des politiques en la matière, il faut en effet s'assurer des ressources soit régulières et pérennes, ce qui n'est pas le cas pour les revenus pétroliers dans la région :

- De 1970 à 1982, la manne est multipliée par 40 : elle passe de 5 milliards de dollars à 200 milliards.
- De 1982 à 1986/87, la manne diminue (en raison de la baisse des cours) et varie en fonction des années entre 56 et 60 milliards de dollars.
- Les années 1990 à 2003 sont caractérisées par une remontée ainsi qu'une forte fluctuation des cours : la manne remonte à 100 milliards de dollars par an.
- Depuis, elle augmente pour atteindre 200 milliards de dollars en 2003 et près de 400 milliards en 2005 selon les estimations, franchissant ainsi un record !

De plus, la manne pétrolière ne sert pas qu'au développement ; elle alimente aussi les conflits qui éclatent dans la région et peut alimenter de nombreuses crises. Ainsi, durant la guerre entre l'Irak et l'Iran, le premier pays a-t-il utilisé les revenus pétroliers pour acheter des armes alors que le second a vu ses infrastructures d'exploitation très endommagées. La guerre du Koweït, y compris l'intervention des forces alliées, a été financée grâce au pétrole et l'Arabie Saoudite s'est largement endettée à cette occasion. La guerre civile algérienne a elle aussi été très coûteuse, à la fois en devises et en destructions.

Enfin, la manne pétrolière n'est pas uniforme et on observe de grandes inégalités entre les Etats, alors que le monde arabe se veut très solidaire. La manne financière fait apparaître des contrastes flagrants de peuplement et de développement. Ainsi, en 2003 la rente pétrolière s'élève à 16 000 \$ par habitant et par an au Qatar, contre 3 600 \$ en Arabie et seulement 300 à 400 \$ en Algérie. L'idée d'une manne pétrolière est donc à nuancer.

A quoi sert la manne pétrolière ?

Dans les années 1970 et 1980, les pays producteurs ont conscience d'avoir des ressources limitées. Le pétrole leur fournit alors un pouvoir financier ainsi que des matières premières qui pourront servir de base au développement de filières industrielles comme la pétrochimie. L'idéologie du développement s'empare alors des dirigeants qui veulent « semer le pétrole » afin de continuer à récolter ses fruits quand il sera épuisé. C'est l'origine d'ambitieuses politiques de développement et de modernisation. Tous les pays se sont engagés dans ces

politiques diversifiées ainsi que dans le développement de l'économie pétrolière. Par exemple, les pays cherchent à valoriser les exportations en transformant et raffinant le pétrole sur place avant de l'exporter ; la région détient ainsi 14% des capacités de raffinages du monde.

L'industrie pétrochimique s'est développée : les filières de l'éthylène ou des engrais azotés (destinés aux marchés asiatiques) ont vu le jour. Cette industrie a longtemps constitué un fleuron de l'économie des pays et les zones industrielles de pointe ont servi de vitrine. Grâce à l'arrivée de devise, des tentatives de diversifications industrielles ont été menées, comme la filière de l'aluminium en Arabie. Des politiques d'industrie industrialisantes ont également vu le jour (comme dans l'Algérie de Boumediène) à partir des pôles littoraux. Contrairement à une idée répandue, cette politique de développement n'est pas inspirée de l'URSS mais de la France où les cadres des pays nouvellement indépendants ont été formés. L'origine de l'industrie industrialisante est plus à chercher chez François Perroux que chez Lénine ou Staline. Ces politiques avaient pour but de créer un tissu industriel dense et de développer les échanges entre les pôles de la région. En Algérie, l'échec est patent ; à l'opposé, l'Irak de Saddam Hussein (au pouvoir depuis 1969) connaît un développement extraordinaire.

La manne a également servi à mieux contrôler l'espace, ce qui nous entraîne en plein cœur de problématiques géographiques. Les dirigeants qui accèdent au pouvoir de manière plus ou moins régulière ont besoin d'une légitimation. La construction, l'aménagement et l'intégration des territoires sont des actes politiques qui leur donnent des statures d'hommes d'Etat. Des politiques d'infrastructures (routières, téléphoniques, aéroportuaires) sont lancées ; le Sahara ne fait plus peur, on y construit des routes (comme la transsaharienne algérienne) et des aéroports. L'urbanisation connaît une très forte croissance dans le désert : le pétrole crée la ville. L'Arabie Saoudite est urbaine à plus de 90 % et la population de Tamanrasset en Algérie est passée de 4 000 habitants à plus de 100 000 en quarante ans.

La manne pétrolière a également alimenté les circuits financiers internationaux. D'une part, elles constituent une source importante de devises pour les pays arabes non-producteurs qui en captent une partie grâce aux remises des travailleurs. En effet, la production pétrolière et l'industrie nécessitent une forte main d'œuvre, ce qui entraîne un exode rural important. Des travailleurs étrangers sont appelés pour mettre en valeur les campagnes qui se dépeuplent ; ainsi, près d'un million de *fellahs* égyptiens vivent en Irak. Les remises représentent en 2005 près de 6 milliards de dollars pour l'Egypte ! Cette forte présence étrangère est aujourd'hui problématique ; en ces périodes de fortes tensions la présence de minorités peut être une source de conflits. C'est la raison pour laquelle cette présence est volontairement laissée dans l'ombre. Ainsi ne dispose-t-on pas d'estimation fiable depuis 1985 sur la présence de ces minorités en Arabie Saoudite. D'autre part, les surplus pétroliers (c'est-à-dire ce qui reste dans les caisses après avoir assumé toutes les dépenses) sont recyclés dans les circuits financiers internationaux.

Débat

Marie-Christine Doceul : Existe-t-il d'autres réseaux concernés par cette manne pétrolière ?

Selon les économistes, ces pays connaissent plus une économie rentière qu'une économie de production. Dans ces pays, les hydrocarbures représentent 97 % des exportations, 60 % des recettes fiscales (ce qui explique les faibles prélèvements pour les habitants, comme en Libye où les populations n'en paient pas) et 30 à 40 % du PIB. La rente est aussi captée par des groupes sociaux : les grandes familles, les militaires, quelques organisations privées, des

fondations religieuses liées aux intérêts de l'Etat. L'argent est aussi placé en Occident et alimente les réseaux financiers internationaux.

Muriel Sanchez : La manne pétrolière ne sert-elle pas aussi à alimenter une société patriarcale réactionnaire ?

La rente permet en effet d'induire des politiques de redistribution. C'est le propre des sociétés tribales ou claniques de favoriser ainsi tel ou tel groupe. On répartit la rente aux groupes sociaux, favorisant ainsi la stabilité de la société et du régime, et dans le même temps on promeut l'unité de la nation autour de grands projets comme le barrage d'Assouan sur le Nil en Egypte. Les formes de redistribution prennent la forme d'aides, de bourses dont sont souvent exclus les travailleurs étrangers. L'Etat-providence fluctue en fonction du montant de la rente pétrolière.

L'après-pétrole et l'après-gaz sont-ils pris en compte dans les politiques ?

C'est une question très débattue en Occident, sans doute parce que nos sociétés aiment se faire peur ! Il faut distinguer les *réserves* des *réserves prouvées*. Lorsqu'on parle généralement de réserves, on parle en réalité de réserves prouvées, c'est-à-dire la possibilité d'extraire du pétrole dans les conditions techniques et géologiques actuelles ; cela ne prend donc pas en compte la découverte de nouveaux gisements ou l'amélioration des techniques d'extraction. Il faut donc prendre en compte les évolutions techniques, ce qui change tout ! Quand Georges Mutin est arrivé en Algérie en 1965, on disait qu'il y aurait du pétrole pendant 20 ans ; plus de quarante ans après, le puits n'est toujours pas tari ! Dans la péninsule Arabique, les réserves prouvées s'élèvent à quarante ou cinquante ans.

Marie-Christine Doceul : L'émirat de Dubaï n'a-t-il pas commencé à préparer l'après pétrole ?

Effectivement, Dubaï prépare l'après pétrole et l'après gaz. Bien plus, cet émirat reprend son ancienne fonction de carrefour et de plateforme d'échange dans le Golfe. Le plus inquiétant n'est donc pas la fin du pétrole, mais plutôt la question de l'eau : en Arabie, on pompe de l'eau fossile pour faire de l'agriculture. En Libye, on construit une grande rivière artificielle de 800 à 1 000 km de long pour développer l'agriculture et alimenter les villes littorales. Cela met en évidence une faiblesse de la région : sa forte dépendance alimentaire. La région regroupe 5 % de la population mondiale mais représente 20 % des importations mondiales de céréales. L'occidentalisation des modes de vie et des comportements alimentaires augmente cette dépendance déjà forte.

Jacques Défossé : Dans les années 1990, suite à la première guerre du Golfe, les politiques de main d'œuvre n'ont-elles pas été réorientées ?

En effet, les populations arabes ont été expulsées du Golfe (leur présence était jugée trop dangereuse en cas d'instabilité), ce qui a eu un effet important sur les remises. La composition de la main d'œuvre a changé et elle est aujourd'hui aux 2/3 asiatiques ; le Pakistan et l'Inde sont ainsi les nouveaux bénéficiaires de la manne pétrolière par l'intermédiaire des remises.

Marie-Christine Doceul : Quel est le sort des pétrodollars de l'Arabie saoudite ? Ne font-ils pas à leur manière marcher le monde (achats d'A380...) ?

C'est vrai, mais il faut nuancer ce jugement. Le volume des pétrodollars remonte aujourd'hui après un effondrement dans les années 1980. Les surplus ont permis de financer la dette et le développement des pays plus pauvres (comme en Afrique, en Asie ou au Brésil).

Marie-Christine Doceul : Quel a été l'impact des attentats du 11 septembre sur les pétrodollars ?

Les attentats ont entraîné une réorganisation massive des flux de capitaux et un rapatriement des capitaux dans la région qu'il faut mettre en relation avec le développement des banques islamiques, c'est-à-dire qui respectent les préceptes énoncés par le prophète en matière de crédit. La première de ces banques a été fondée en 1984. Aujourd'hui, elles détiennent près de 200 milliards de dollars de capitaux. Des banques occidentales convoitent ce marché juteux et créent à leur tour des filiales islamiques.

La manne pétrolière sert aux enseignements hydrauliques : à ce prix, l'indépendance alimentaire est-elle envisageable ?

Non : plus que d'*indépendance* il vaut mieux parler de *sécurité* alimentaire, ce qui est bien différent. L'Algérie, ou l'Egypte importent en effet plus de céréales qu'ils n'en produisent. Ces pays comptent 55% d'urbains, tous alimentés avec du blé venu d'Europe, des Etats-Unis, du Canada ou de l'Australie. C'est la même chose pour le lait ou le poulet (nourri avec du grain lui aussi importé). L'économie pétrolière a accentué la dépendance. Le développement des activités liées au pétrole a entraîné un fort exode rural qui n'a pas été compensé par des politiques agricoles adaptées ; il n'y a plus de paysannerie dans les pays de la région. De plus, la croissance urbaine s'est doublée d'une occidentalisation des pratiques alimentaires : les populations préfèrent le blé tendre au détriment du blé dur et consomment davantage de viande. Le manque des sols et le climat expliquent les difficultés à cultiver la terre, sans compter que la ville qui se développe s'étend au détriment des cultures.

Marie-Christine Doceul : Le littoral est-il plus privilégié que l'intérieur des terres ?

La question est géopolitique et relève du coût du contrôle politique. Le contrôle du territoire est un impératif comme le rappellent les différends frontaliers (comme entre l'Algérie et le Maroc). Ce contrôle du territoire va de pair avec la mondialisation : les zones littorales sont favorisées et il est plus que jamais nécessaire de rééquilibrer les territoires. A sa manière, le Sahara participe de la mondialisation dans la mesure où c'est une zone de migration des travailleurs venus d'Afrique noire.

Jacques Défossé : Finalement, la manne pétrolière est-elle une malédiction ou un bienfait ? En Malaisie, la rente pétrolière a réussi. Qu'en est-il alors en Afrique du Nord et dans le Proche-Orient ?

Globalement, la réussite n'est pas au rendez-vous. La grande différence avec l'Asie du Sud-Est est le manque de technologie et de main d'œuvre et de cadres bien formés pour permettre la transformation en développement de la rente. Le pétrole ne fait pas tout ; il faut aussi un relais humain.

Compte rendu : Yann Calbérac (relu et amendé par Georges Mutin)